

## Politique internationale de l'Université Lumière Lyon 2 (2018)

### Introduction

Au mois de mars 2017, suite à une discussion et un vote en CORI et en Conseil d'administration, le Conseil académique a doté notre établissement d'une stratégie internationale pour fournir un cadre et une plus grande visibilité à nos projets en matière de mobilité, de formation et de recherche à l'international. Lors des discussions dans les instances, il a été dit que cette stratégie devait se concevoir de manière évolutive, et ce pour au moins deux raisons. La première était la nouveauté de l'exercice. La seconde est qu'une stratégie doit nécessairement être souple car le contexte dans lequel nous opérons change de jour en jour, et nous n'avons aucune prise sur les événements. Le Brexit nous amène ainsi à réfléchir de manière particulière sur la façon dont nous travaillons et travaillerons avec nos partenaires britanniques. La situation politique en Turquie nous pose également des problèmes de positionnement importants. L'activité internationale est en outre souvent tributaire de questions économiques – il suffit d'une forte hausse dans un taux de change pour qu'une destination perde toute attractivité. On pourrait multiplier les exemples, qui tous nous obligent à envisager notre stratégie de manière flexible. Ensuite, notre stratégie internationale doit se développer en fonction des activités des collègues et des opportunités conjoncturelles – nous le verrons avec la proposition de mettre l'accent sur nos relations avec l'Afrique francophone. Enfin, une stratégie n'a de sens que si elle s'appuie sur nos forces et identifie nos faiblesses ce qui demande du temps et implique une adaptation continue.

Une bonne partie de la section introductive de la stratégie 2017 reste, bien entendu, valable dix mois plus tard : la nécessité absolue de la présence de notre établissement dans les réseaux internationaux, de fournir à nos étudiant.es une gamme élargie de destinations de mobilité et de double-diplomation, de promouvoir encore et toujours la mobilité de nos enseignant.es-chercheur.es, et de poursuivre le travail entamé d'amélioration de l'accueil des étudiant.es internationales/aux. D'autres éléments feront l'objet d'une attention particulière au cours de l'année qui vient : le **programme international MINERVE** en particulier à l'aune de la réforme de l'entrée en Licence, le **développement de la mobilité doctorale**, l'intégration de nos unités de recherche dans la **réponse à des projets internationaux** et la **promotion de la mobilité de nos personnels BIATSS**.

L'année 2017 a permis le rapprochement des équipes de la DRED et du SRI grâce à l'organisation de réunions régulières. Les deux services ont réalisé un premier travail d'identification des zones/domaines d'interventions partagées pour lesquels de nouvelles modalités de travail doivent être trouvées qui doivent prendre en compte les besoins de chacun (accords de coopérations

englobant formation et recherche, mise en place d'un outil commun de gestion de l'activité RI, etc.). L'année 2018 verra en outre la création, dans le règlement intérieur de l'université, d'un nouveau lieu de discussion, émanation du CORI, un CORI restreint, qui rassemblera le SRI, la DRED, MINERVE, le Centre de Langues, la Division des Etudes et le CIEF autour de l'enjeu commun d'internationalisation.

Ce travail se prolongera en 2018 et permettra, nous l'espérons, la mise en place de procédures communes. Il est déjà prévu qu'un.e représentant.e de la Direction de la recherche soit associé.e au comité de validation des partenariats déjà existant. De même, la DRED sera pleinement associée au travail sur la conservation et l'archivage des conventions, entrepris par le SRI.

A la différence du document 2017, et en conformité avec l'engagement pris devant le conseil académique en mars 2017, nous intégrerons une partie « bilan » à la partie « prospective ». En effet, alors que la stratégie 2017 pouvait revêtir un aspect un peu transitoire (nouveau de l'exercice et proposition six mois après l'entrée en fonction de l'équipe), on peut considérer que les axes esquissés ici la guideront pour le restant du mandat. Par ailleurs, nous avons souhaité cette année intégrer la dimension recherche et études doctorales à la présentation de la politique internationale de l'établissement.

Cette stratégie est présentée en trois axes : les aires géographiques ciblées, l'internationalisation des parcours de formation, de la licence au doctorat, et l'internationalisation des activités des personnels.

## **1) Les aires géographiques**

Les spécificités de la recherche et de la formation nous amènent à différencier les choix en matière d'aires géographiques.

### *A- Formation :*

La stratégie internationale définie pour 2017 a présenté trois axes géographiques et représentait une forme de pari, ou de test. L'idée était de mettre en évidence nos relations, et nos besoins de relations, avec certaines zones, et de susciter des projets ciblés. Sans désavouer cette orientation annuelle, il faut envisager nos cibles sur un plus long terme. C'est cette logique qui a présidé aux choix présentés ici.

Ces choix s'appuient sur un bilan par les zones géographiques identifiées en 2017 :

**La Colombie.** La focalisation sur la Colombie cette année s'est traduite par :

- Une mission SRI à l'occasion de la manifestation « Destino Francia » en avril 2017, et la signature de quatre accords (finalisés ou en cours de négociation). Une seconde mission a été effectuée début février 2018 pour consolider les relations avec d'autres partenaires à Bogota, Popayan et Medellin. L'établissement compte désormais six accords avec la Colombie pour un total de trente places en mobilité sortante, un projet ECOS-Nord, un autre en cours de préparation, ainsi que deux projets PREFALC, et des collaborations recherche dans plusieurs disciplines, de la linguistique au droit des victimes, en passant par le cinéma documentaire. Une augmentation de la mobilité vers et depuis le pays est à noter : nous sommes passés de deux mobilités au cours de l'année universitaire 2014-2015 à seize en 2017-2018. Cette tendance semble se confirmer puisque, pour l'année universitaire 2018-2019, dix-neuf candidatures ont été déposées en choix 1, cinquante si l'on compte les choix 2 et 3.

- La Colombie a également servi de « tête de pont » à des réflexions sur nos relations avec les pays de l'Amérique Latine hispanophone, ce qui se traduit par une forte augmentation de la demande de mobilité, notamment vers le Chili (vingt-trois demandes pour 2018-2019 en choix 1, la troisième destination la plus demandée de tout l'établissement en dehors de l'Europe), et le prochain dépôt d'un projet de Mobilité Internationale de Crédits (MIC) avec Cuba.

**La Russie.** Les activités avec nos partenaires russes ont été très intenses cette année, mais le bilan est mitigé. Des accords ont été signés avec trois nouvelles universités moscovites, et pas des moindres : Moscow State Linguistic University, Moscow State University of Railway Engineering et Université des Finances de Moscou. Notons tout particulièrement le travail de construction d'un double diplôme avec l'Université des Finances (Master Banque, Finances, Assurances) et le dépôt d'un projet MIC avec deux universités moscovites, et nos partenaires de Tomsk et de Volgograd. Notre présence dans les réseaux russophones, et dans ceux des universités de l'ex-bloc soviétique, a aussi été la raison principale de la création de nouveaux accords avec la Géorgie comme notre participation à la construction de l'université franco-géorgienne et l'Azerbaïdjan, pour permettre de la mobilité entrante en Master et en Doctorat. Les liens déjà forts avec nos partenaires ukrainiens seront consolidés grâce au dépôt d'un projet MIC.

Plus décevante a été l'impossibilité d'ouvrir un bureau de coopération universitaire à la MILC, en partenariat avec le centre culturel et scientifique russe. Le projet MIC que nous avons déposé en 2017 a également été rejeté, échec dont nous tirons les leçons pour la campagne de 2018.

**Les Balkans de l'Ouest.** Notre focalisation sur les pays de cette région s'est manifestée par des missions SRI à Sarajevo et Ljubljana, et la participation à la « Tournée des Balkans » organisée par l'Institut français de Bulgarie dans six pays (Bulgarie, Grèce, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie). Nous avons signé un accord de coopération avec l'Université de Sarajevo, en anticipant la candidature MIC que nous déposerons cette année, pour compléter les projets Erasmus+ déjà en place avec la Serbie et le Kosovo. Nous avons également signé, ou signerons très prochainement, des accords de mobilité avec Zagreb, Ljubljana et Ohrid. Cependant, comme les enjeux dans la région dépassent de très loin les aspects formation et mobilité, nous proposons de maintenir la priorité sur cette région pour les années à venir. De nombreux projets de recherche sont en train d'émerger grâce à notre positionnement dans les réseaux balkaniques, notamment en linguistique, en anthropologie et en archéologie.

Pour l'année qui s'ouvre, nous proposons :

1. De ne plus inscrire la Colombie et la Russie comme cibles prioritaires. Il nous semble que la dynamique enclenchée, qu'il s'agisse de mobilité ou de formation, est telle que nous n'avons plus besoin de nous focaliser sur ces destinations. Nous resterons bien évidemment attentifs à l'évolution des projets colombiens et russophones.

2. De maintenir un regard particulier sur les Balkans de l'Ouest. Si nos différents projets Erasmus+ sont couronnés de succès dans les mois qui viennent, nous aurons des relations privilégiées et des flux de mobilité importants avec trois pays dans la région, et avec les universités les plus dynamiques de formation et de recherche en SHS. Il en va de même pour nos relations avec la Slovénie et la Croatie qui ne demandent qu'à être développées. La forte présence de notre établissement ailleurs dans les Balkans (et notamment à Bucarest, Sofia et Athènes) lui donne une vraie spécificité sur le site lyonno-stéphanois, reconnue comme telle par la commission internationale de la COMUE, et il est important de continuer à nous inscrire dans ce qui est devenu une priorité pour le programme Erasmus+.

3. De remplacer la Colombie et la Russie par une nouvelle zone, à savoir l'Afrique sub-saharienne francophone, et de réaffirmer notre présence en Europe.

### L'Afrique sub-saharienne

De nombreux facteurs concourent à cette proposition. Le premier est la faiblesse de notre présence sur le continent africain, étonnante pour un établissement de la taille de l'Université Lyon 2. Mais ce n'est pas parce que nous n'y sommes pas suffisamment présents que la stratégie doit

automatiquement chercher à combler ce vide. D'autres éléments motivent ce choix.

L'Afrique joue un rôle décisif pour l'avenir de la langue française – sur les dix plus grandes villes francophones au monde, huit se trouvent en Afrique – et il serait curieux qu'une université qui affiche la francophonie comme l'une de ses priorités en matière de relations internationales ne s'attache pas à créer et à consolider des relations dans cette zone. Par ailleurs, notre établissement porte des valeurs qui nous encouragent à participer à des projets de type « renforcement des capacités » et « formation des formateurs ».

Il ne faut pas minimiser les difficultés de ce choix – qui expliquent en partie que nos relations actuelles soient si peu consolidées – mais il est aujourd'hui envisageable de créer quelques partenariats solides. Un petit nombre de projets sont nés dans l'établissement que nous pourrions soutenir particulièrement (Bobo-Dioulasso, ICOM : Yaoundé, SEG ; Cotonou, T&T). Le contexte politique est favorable car le Président de la République, lors de son récent déplacement au Burkina Faso, a appelé à un doublement des collaborations universitaires avec l'Afrique francophone, un message qui produit déjà un certain nombre d'effets dans la communauté universitaire au niveau national (appels à projets ciblés AUF et Métropole ; organisation de séminaires spécifiques à la CPU sur la création de formations professionnalisantes en Afrique francophone).

### Europe

L'université Lyon 2 doit bien évidemment poursuivre les relations avec ses partenaires dans tous les pays européens puisque l'essentiel de la mobilité étudiante s'effectue dans cette zone. Pour autant, il importe de dégager quelques priorités pour guider nos décisions. La première, qui a aussi l'avantage de faire miroir aux politiques mises en œuvre par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, qui met l'accent sur les « quatre moteurs » que sont la Catalogne, la Lombardie, le Bade-Wurtemberg et la région Auvergne-Rhône-Alpes, trouve sa traduction dans l'attention particulière à porter à nos relations avec les universités allemandes, italiennes et espagnoles. Outre le lien évident avec le programme MINERVE, dont il sera question plus loin, ces trois pays limitrophes sont, avec la Grande Bretagne, de très loin les pays européens vers et depuis lesquels nous envoyons et recevons le plus d'étudiant.es en mobilité et entretenons des relations en matière de recherche et de double diplomation. Derrière les « stars » que sont les universités de Barcelone, Francfort et Turin, nous avons un nombre impressionnant d'autres partenariats que nous devons à tout prix maintenir et consolider. En particulier, les liens que nous avons avec l'université Franco-Allemande (UFA), dont nous sommes l'une des universités françaises à déployer le plus de programmes, plaide pour une stratégie d'approfondissement de nos relations

avec l'Allemagne qui s'appuie également sur la nécessité de favoriser l'apprentissage de la langue allemande, nécessité qui se manifeste aussi par le fait que notre établissement continue à porter un pôle du CIERA, offrant ainsi de nombreuses opportunités en recherche et en formation doctorale et en Master. Cette stratégie à l'égard des pays limitrophes portera également ses fruits dans la perspective de la création de campus transfrontaliers dont l'idée commence à émerger.

La définition de zones cible ne veut pas dire que les autres pays ou régions du monde seront oubliés. Au cours de l'année 2017, le SRI a aussi participé à des missions aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Chine et au Liban, pour ne citer que celles-là, et en a organisé à Londres, au Brésil, en Corée, au Mexique et partout en Europe. Divers motifs nous inciteront cette année à avoir une réflexion particulière sur le Chili, suite à une très forte demande de mobilité, le Mexique (en lien avec de possibles extensions de la stratégie de l'Alliance Internationale de l'UdL), le Cambodge (formations existantes, francophonie, possible future candidature MIC), le Japon (suite à la signature de nouveaux accords) et la Roumanie (Université de Bucarest), pour ne citer que ces pays.

#### *B- Recherche*

Pour la partie « recherche » de la politique internationale (projets et mobilité enseignante et doctorale), il a été décidé de ne pas cibler d'aires géographiques car cela est incompatible avec la logique des laboratoires qui ont des politiques internationales propres à leurs disciplines. De plus, les unités sous tutelle de l'université Lyon 2, qui sont pour la plupart multi-tutelles ont tendance à émarger aux accords qui correspondent le plus à leurs besoins. Enfin, la COMUE de Lyon et la région ont privilégié des aires géographiques qui ne correspondent pas toujours aux aires avec lesquelles nos unités ont établi des partenariats.

Il apparaît donc indispensable d'avoir une vision globale de la politique internationale de chaque laboratoire pour pouvoir répondre à leurs besoins et évaluer l'utilisation et la pertinence des accords existants.

Depuis mai 2016, l'établissement a entamé un travail de cartographie de l'activité internationale des unités de recherche sous tutelle de notre établissement (accords, projets de recherche, mobilité entrante et sortante des enseignant.es-chercheur.es et des doctorant.es). L'année 2016-2017 a été une phase d'identification des sources, de définition d'indicateurs et d'élaboration d'outils de suivi et de pilotage.

Parallèlement à ce travail préparatoire et afin de répondre aux besoins immédiats d'information, des sondages ont été réalisés au fur et à mesure des déplacements ou des demandes du VP RI. Ces premières collectes

d'informations ont été très utiles pour tester les différents outils en cours de construction et participer à leur amélioration. Elles ont également permis l'élaboration d'un premier bilan de l'activité recherche, centré principalement sur la mobilité doctorale.

Aujourd'hui, la méthodologie et les outils sont finalisés et le travail de recherche et de consolidation des données a débuté. Il s'agit de mener une enquête approfondie sur l'activité internationale de chacune des unités de recherche de l'établissement (exploitation des différentes sources de données, échanges et rencontres avec les laboratoires, consolidation des données, etc.). Au-delà de ce recueil d'information, on cherchera à déterminer s'il existe des synergies entre les activités de formation et de recherche à l'international. L'enjeu est d'aider l'établissement à identifier les accords les plus pertinents et les plus prometteurs.

## **2) Internationalisation des parcours de formation (L, M et D)**

### *A - Formations Licence et Master*

Lyon 2 a continué, tout au long de l'année passée, à développer et à signer de nouveaux partenariats de mobilité étudiante, non seulement dans les zones cibles, mais également aux Etats Unis (Fairleigh Dickinson, University of Pittsburgh), Mexique (UNAM, Institut Mora), Argentine (Université de Buenos Aires), Japon (Meiji) ou encore Australie (Université d'Adélaïde), pour ne mentionner que ces quelques exemples, parmi tant d'autres, sans parler de nombreux nouveaux accords européens. Il faut évidemment poursuivre cette dynamique, car il est avéré qu'un large choix de destinations est un facteur très fort dans l'attractivité de notre établissement. Il faudrait que nous portions un regard particulièrement attentif sur le Chili et l'Argentine, tant la demande ici est actuellement forte, et sur le Liban, pour la même raison.

Cependant, il ne faut pas courir le risque d'un développement anarchique de nos partenariats – il nous faut absolument être identifiables et repérables, car la visibilité de notre établissement à l'international passe aussi par une clarification de ses objectifs. C'est dans cet esprit que nous accentuerons encore davantage deux axes déjà présents dans la stratégie 2017, à savoir la question de la **francophonie** et celle des **diplômes internationaux**.

Notre attachement à la francophonie ne doit rien ni à un rejet de la présence et de l'importance de l'anglais (nous reviendrons sur ce point), ni à une quelconque nostalgie. Le français est, nous l'avons vu, la première langue de la seule région du monde qui connaîtra un doublement de sa population d'ici 2050 – c'est donc une langue d'avenir, une langue universitaire, et nous avons de très forts atouts à Lyon 2. Notre CIEF est un très fort facteur

d'attractivité, et nous accueillons tous les ans des centaines d'étudiant.es en mobilité précisément parce que notre offre de cours en français est riche. Il sera important de continuer à porter cette ambition.

Cela passe par le développement continu de diplômes internationaux. Ce terme couvre un ensemble de modèles différents, des formations délocalisées (nous en développons en Tourisme à Tbilissi) aux doubles diplômes (nous en avons créé cette année en Espagnol avec l'Iberoamericana au Mexique, en études lusophones avec l'Université de Lisbonne, en économie avec l'Université de Turin, parmi d'autres), en passant par des modèles hybrides, comme le projet de Master Banque Finances sur le point d'aboutir avec l'Université des Finances de Moscou. Le point commun à tous ces projets est leur soutien objectif à la francophonie, car dans tous les cas, les projets impliquent soit une mobilité vers la France, soit l'enseignement du français explicitement dans la maquette. Avec l'appui des divers services consulaires dans les pays concernés, nous saurons aller plus loin et soutenir davantage de projets de ce type. Nous organiserons annuellement une « **journée des diplômes internationaux** », offrant ainsi l'occasion aux collègues porteurs de ce type de projet d'échanger leurs expériences.

Mais l'importance des doubles diplômes dépasse, et de loin, le seul horizon de la francophonie. Nous en faisons l'expérience à chaque salon – les doubles diplômes sont un véritable vecteur d'attractivité pour notre établissement, pour les étudiant.es que nous pouvons attirer vers nos formations, et pour les universités partenaires. Il y a également une plus-value évidente pour la qualité et la diversité de la formation que nous leur proposons, et surtout pour leur insertion professionnelle ultérieure. Notre offre en double diplômes est très riche, mais peut-être un peu trop axé sur les Masters. Il convient de travailler plus sur des offres en Licence, et sur les composantes qui ne se sont pas encore saisies de cette occasion, comme par exemple l'Institut de Psychologie.

Enfin, nous continuerons le travail déjà entamé pour le développement de programmes spécifiques. Nous portons déjà un programme de cours spécifiques pour l'Université de Göteborg, en accueillerons dès janvier 2019 un programme semestriel pour notre partenaire de l'Université de Pittsburgh. Nous travaillerons aussi sur le développement de programmes courts, des stages d'été, qui débiteront à l'été 2019 et où la langue française aura toute sa place.

Les relations internationales entretiennent un lien privilégié avec le Centre de Langues, et nous continuerons également à soutenir les langues moins enseignées par le biais de notre stratégie – l'accent mis sur nos partenariats allemands est éloquent à cet égard. En particulier, nous nous assurerons d'une meilleure utilisation et d'une meilleure visibilité pour les licences OLS (Online Linguistic Support), qui permettent à nos étudiant.es

d'acquérir les bases de langues comme le grec, le polonais ou le bulgare, en fonction de leur projet de mobilité.

Rien de ce qui précède ne se fait au détriment d'une réflexion sur le développement de cours en anglais. Nous avons déposé une demande de financement auprès de la Région, en lien avec d'autres établissements du site, pour permettre d'introduire des formations pour nos enseignant.es, pour les aider à franchir le cap et proposer des cours en anglais. Nous examinons aussi actuellement l'opportunité de devenir centre d'examen IELTS (International English Language Testing System), pour accroître encore plus l'offre en certification en anglais pour nos étudiant.es.

Le Service des Relations Internationales est, bien entendu, au service de toutes les composantes, sans distinction. Mais notre établissement souhaite fortement encourager des projets avec des formations qui ont historiquement été plus éloignées des questions d'internationalisation, en raison souvent de la particularité de leurs formations. Nous pensons notamment au CFMI, à l'IUT, à la filière Mode ou à MIASHS.

Notre programme MINERVE, dont le caractère unique et le pouvoir attracteur doivent être revendiqués, et qui revêt une importance encore accrue dans le contexte institutionnel actuel, occupera une place importante dans les mois et les années à venir. La gestion des postes PRAS, qui sont clés dans la politique internationale de l'établissement et devront être repensés à cette aune, a déjà pour partie été dévolue au programme. La structure de nos portails devra être aussi être repensé, pour donner plus de visibilité à MINERVE et lui permettre de rayonner bien au-delà de notre académie.

Enfin, une stratégie internationale qui ne se pose pas la question de la place de l'enseignement des langues dans l'établissement n'aurait que peu de sens. C'est pourquoi il faut souligner ici notre volonté forte de maintenir notre offre actuelle en langues, même celles qui bénéficient d'effectifs moindres. Il en va à nouveau de l'attractivité de l'établissement, et de la préparation de nos étudiant.es à des mobilités. Il ne faut pas avoir une vision trop court-termiste, et être prêts à investir pour maintenir, voire étendre, cette offre. Pour ce faire, au-delà du travail déjà entamé avec le Centre de Langues sur la promotion de notre offre, nous mettrons les moyens nécessaires à la réintroduction d'une deuxième langue vivante dans le cursus de nos étudiant.es. Nous l'avons d'ores et déjà acté pour l'année 2018-2019 – le Centre de Langue bénéficiera de moyens pédagogiques supplémentaires substantiels pour créer des cours en Langue des Signes Française, et nous prévoyons de poursuivre cet effort, dans la mesure du possible.

Le doctorat a longtemps été le parent pauvre de l'internationalisation au sens où celle-ci a été favorablement accueillie mais pas encouragée. Par conséquent, nous devons poursuivre le travail engagé l'année dernière sur le sujet. Outre les bourses de mobilité doctorales qu'il faut multiplier, à la fois sur fonds propres et sur projet financé, nous continuerons à encourager et à faciliter les cotutelles et codirections internationales, par la signature d'accords-type et par l'inclusion systématique du doctorat dans toutes nos conventions internationales. De la même manière, nous encouragerons fortement les thèses à label européen, dont l'un des critères est une mobilité dans un pays européen, et favoriserons le financement de thèses, notamment par le fléchage de contrats doctoraux (CDU), avec un terrain international et le recrutement mieux ciblé de doctorant.es étranger.es.

Le développement de la mobilité doctorale est un des axes que l'université souhaite développer en 2018 et ce, sans préjuger des destinations, pour permettre à chaque laboratoire d'atteindre les zones géographiques les plus pertinentes pour lui. Pour atteindre cet objectif, la DRED a décidé de mettre en place une veille régulière sur les différents financements de la mobilité et de les diffuser dans la DRED LINE et surtout de débloquer des fonds sur ressources propres pour accompagner certains doctorants dans leur projet de mobilité. 2018 verra le lancement d'un premier appel à candidature.

En parallèle, grâce à la cartographie en cours d'élaboration, nous disposerons d'un recensement exhaustif des doctorants en co-direction internationale, sachant que celles-ci sont souvent une alternative aux cotutelles qui ne peuvent pas être mises en place avec certains pays. Nous disposons déjà d'un certain nombre d'indicateurs qu'il nous appartiendra de d'affiner au cours des mois et des années à venir. Ainsi, notre cartographie de la recherche, entamée depuis quelques mois, nous indique que le pourcentage de doctorant.es internationaux.ales (37% du nombre total de doctorant.es) est stable depuis l'année universitaire 2015-2016 bien que le nombre total de doctorant.es diminue. Les pays de provenance de ces doctorant.es sont sensiblement constants : Algérie, Syrie, Chine, Tunisie, Italie, Brésil, Iran, Liban, Maroc et Sénégal. Par ailleurs, il apparaît que la durée des thèses des doctorant.es internationaux.ales diminue plus vite que celle des doctorant.es nationaux.ales.

Les doctorant.es internationaux.ales sont réparti.es comme suit : 15% viennent d'Afrique, 34% d'Afrique du nord et du Moyen-Orient, 13% des Amériques, 15% d'Asie et d'Océanie et 23% d'Europe. Ces premiers indicateurs permettent d'identifier quelles sont les régions du monde principalement attirées par notre établissement. Sur le long terme, cela nous permettra d'affiner notre stratégie.

Un premier bilan permet également de constater que le nombre de cotutelles est en constante hausse dans les trois dernières années. Nous sommes ainsi passés de 56 cotutelles en cours en 2015-2016 à 75 cotutelles

en 2017-2018. Ceci montre que l'intérêt des doctorants pour internationaliser leur cursus de doctorat est croissant. La répartition des doctorants en cotutelle est la suivante : 40% viennent d'Europe, 3% d'Afrique, 21% d'Afrique du nord et du Moyen-Orient, 16% des Amériques et 20% d'Asie et d'Océanie. Malgré ces bons chiffres, l'établissement doit poursuivre son action en faveur de la mise en place de cotutelles. La première mesure incitative a été d'intégrer le nombre de cotutelles par laboratoire dans le nouveau modèle d'allocation des moyens.

Il convient également de développer l'octroi du label européen, qui ne concerne actuellement qu'un.e doctorant.e par an en moyenne, un chiffre que nous devons faire croître de manière significative.

Enfin, notre établissement souhaite améliorer l'accueil des doctorant.es internationaux.ales en mettant en place une procédure claire pour que les différents interlocuteur.rices sachent quel service contacter, travail qui sera mené en parallèle avec un travail concernant les chercheur.es et les collègues PRAS. Dans cette perspective, il est essentiel que nous soyons informés en amont de l'arrivée de doctorant.es internationaux.ales.

La focalisation sur le doctorat ne doit pas masquer l'immense travail à accomplir pour internationaliser nos activités de recherche, et le SRI et la DRED continueront à poursuivre cet objectif également. Pour partie, cela se basera sur cette même cartographie, qui nous permettra d'identifier les liens que les unités de recherche ont construit à l'international, et d'aider à la construction de nouveaux réseaux et à la consolidation des réseaux existants.

### **3) Internationalisation des activités des personnels**

#### *A – Mobilité et activités internationales des enseignant.es-chercheur.es*

Autant Lyon 2 est une université à mobilité étudiante forte, autant nous émergeons relativement peu à tous les dispositifs qui financent et facilitent la mobilité des enseignant.es-chercheur.es. Il convient d'inverser cette tendance, par la mise en œuvre effective du dispositif d'échanges de services que nous avons introduit en 2017 et par la facilitation des « semestres blancs », c'est-à-dire la réorganisation d'un service d'enseignement pour dégager du temps pour un séjour de recherche à l'étranger. Nous veillerons à l'utilisation effective de toutes les mobilités permises dans le cadre de nos financements Erasmus+, et veillerons à ce que tous les projets Mobilité Internationale de Crédits que nous déposons comprennent un volet mobilité enseignante conséquent. L'accroissement de cette mobilité passe aussi par des actions de sensibilisation.

Soutenir la mobilité des collègues passe aussi par l'amélioration des conditions d'accueil des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es internationales/aux. Cela passe notamment par une meilleure coordination

des activités de la DRED (et des labos) et du SRI pour identifier et suivre les chercheur.es qui nous rendent visite. Nous prévoyons également de consolider notre implication dans le Collegium de Lyon. Nous avons déjà accueilli trois enseignant.es-chercheur.es « en danger » dans le cadre du programme PAUSE, et nous continuerons à le faire.

Surtout, nous continuerons de manière très volontariste à encourager le dépôt de projets internationaux d'envergure, à la fois en recherche (H2020, Actions Marie-Sklodowska et les ERC) et en « renforcement des capacités ». Le SRI a été en partie restructuré dans cet objectif, et la DRED s'est renforcée avec le recrutement d'un ingénieur projets recherche. Ce recrutement renforce les moyens d'accompagnement au montage et à la gestion de projets pour la communauté scientifique (montage budgétaire, rédaction des parties non scientifiques, veille ciblée, réunion d'information interne, mise en place de procédures, etc.) et consolidera la présence de l'établissement dans les réseaux nationaux mais aussi dans les échanges plus informels de bonnes pratiques entre les cellules d'ingénierie de projets du site.

Un dispositif d'incitation au dépôt de projets d'envergure nommé ASTRE verra également le jour en 2018. Il permettra aux équipes désireuses de déposer un projet de recherche de bénéficier d'un accompagnement de proximité en phase de montage qui pourra, si nécessaire, se traduire par un financement d'amorçage.

### *B - Mobilité des personnels BIATSS*

La mobilité des personnels BIATSS reste très limitée à l'Université Lumière Lyon 2. Elle est pourtant un facteur essentiel de formation des personnels, d'**échange de bonnes pratiques** et ainsi d'amélioration des activités et du service rendu. Il nous paraît essentiel que les services administratifs, technique et de bibliothèques puissent aller « voir ailleurs », apprendre de leurs collègues dans d'autres pays, pour revenir enrichir nos propres pratiques. C'est une pratique déjà développée par notre SCD, qui lui permet de visiter des bibliothèques à l'étranger. Nous devons par conséquent ouvrir ces possibilités de mobilité. Nous inclurons systématiquement un volet mobilité administrative dans tous nos projets européens, ce qui a déjà été fait pour les MIC 2018 et entamerons un travail de sensibilisation.

La stratégie internationale de notre établissement devra se stabiliser pour le reste de cette mandature, mais devra également permettre des ajustements, là où le besoin se fera ressentir. Ainsi, et en conformité avec l'engagement pris devant le Conseil académique en mars 2017, un nouveau point sera fait annuellement en Conseil académique et en Conseil d'administration.